

## **DOCUMENT D'INFORMATION :**

### **L'INDE**

**Mai 2007**

Direction des recherches  
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

#### **Avertissement**

Le présent document a été préparé par la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada à l'aide de renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les informations présentées sont référencées. Le document ne prétend pas faire le traitement exhaustif du pays étudié, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande d'asile particulière. Pour toute information sur les événements récents, veuillez communiquer avec la Direction des recherches.

**Recherche achevée le 27 novembre 2006**  
**Recherche supplémentaire achevée le 16 mai 2007**

## **TABLE DES MATIÈRES**

### **1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **2. CONTEXTE POLITIQUE**

### **3. PARTIS POLITIQUES**

### **4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES**

### **5. PERSPECTIVES D'AVENIR**

### **NOTES DE FIN DE DOCUMENT**

### **RÉFÉRENCES**

## **1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **Nom officiel**

République de l'Inde.

### **Géographie**

L'Inde est située en Asie du Sud, elle est bordée à l'ouest par la mer d'Oman et à l'est, par la baie du Bengale. Les pays limitrophes de l'Inde sont : le Pakistan au nord-ouest; la Chine, le Bhoutan et le Népal au nord et le Myanmar (anciennement la Birmanie) au nord-est. Le Bangladesh est entouré par le territoire indien à l'exception d'une courte frontière avec le Myanmar, à l'est. Le Sri Lanka est situé près de la frontière sud de l'Inde, de l'autre côté du golfe de Mannar. La superficie totale de l'Inde est de 3 287 590 km<sup>2</sup> (terre : 2 973 190 km<sup>2</sup>, eau : 314 400 km<sup>2</sup>). Le climat est tempéré au nord et tropical et de mousson au sud. L'Inde fait l'objet de catastrophes naturelles comme des sécheresses, des inondations, des orages violents et des tremblements de terre.

### **Population et densité**

Population : 1 095 351 995 (estimation de juillet 2006).

Densité : 343 hab./km<sup>2</sup> (estimation de la mi-2004).

### **Principales villes et leur population**

New Delhi (capitale) 294 783 h.; Grand Mumbai 16 434 386 h.; Kolkata 13 205 697 h.; Delhi 12 877 470 h.; Chennai 6 560 242 h.; Hyderabad 5 742 036 h.; Bangalore 5 701 446 h.; Jaipur 5 251 071 h.; Ahmedabad 4 525 013 h.; Pune 3 760 636 h.; Ludhiana 3 032 831 h.; Surat 2 811 614 h.; Kanpur 2 715 555 h.; Lucknow 2 245 509 h.; Faridabad 2 194 586 h.; Nagpur 2 129 500 h.; Patna 1 697 976 h.; Indore 1 516 918 h.; Vadodara 1 491 045 h.; Coimbatore 1 461 139 h.; Bhopal 1 458 416 h.; Kochi 1 355 972 h.; Visakhapatnam 1 345 938 h.; Agra 1 331 339 h.; Varanasi 1 203 961 h.; Madurai 1 203 095 h.; Meerut 1 161 716 h.; Nashik 1 152 326 h.; Jamshedpur 1 104 713 h.; Jabalpur 1 098 000 h.; Asansol 1 067 369 h.; Dhanbad 1 065 327 h.; Allahabad 1 042 229 h.; Vijayawada 1 039 518 h.; Amritsar 1 003 917 h. et Rajkot 1 003 015 h. (recensement de 2001).

### **Langues**

L'hindi est la langue officielle du gouvernement de l'Inde et la langue première de 30 % de la population. Toutefois, à titre de langue officielle auxiliaire, l'anglais est souvent utilisé à l'échelle de l'Inde pour les communications politiques et commerciales. La constitution reconnaît 18 autres langues régionales et de nombreuses autres langues locales sont également utilisées. Les langues régionales les plus répandues sont le télougou, le bengali, le marathi, le tamoul, l'ourdou et le goudjerati.

### **Religions**

Hindouisme (80,5 %), islam (13,4 %), christianisme (2,3 %), sikhisme (1,9 %) et autres (1,8 %) (recensement de 2001).

## **Groupes ethniques**

Indo-aryens (72 %), Dravidiens (25 %), Mongoloïdes et autres (3 %) (estimation de 2000).

## **Démographie (à moins d'indications contraires, estimation de 2006)**

Taux de croissance démographique : 1,38 %.

Taux de mortalité infantile : 54,63 décès/1 000 naissances vivantes.

Espérance de vie à la naissance : 64,71 ans.

Taux de fécondité : 2,73 enfants nés/femme.

Taux d'alphabétisation : 59,5 % des personnes de 15 ans ou plus peuvent lire et écrire (estimation de 2003).

## **Devise**

Roupie indienne (INR).

39,14 INR = 1,00 CAD<sup>1</sup>

## **Fêtes nationales**

26 janvier (jour de la République).

Les jours fériés diffèrent d'une région à l'autre en Inde. Les dates suivantes sont des jours fériés à Delhi.

### **2006**

1<sup>er</sup> janvier (jour de l'An), 11 janvier (Aïd el-Adha, fête du sacrifice), 31 janvier (Muharram, Nouvel An musulman), 26 février (Mahâcivaratri), 6 avril (Râm Navami), 11 avril (naissance du Prophète), 13 avril (naissance de Mahavir), 21 avril (Vendredi saint), 13 mai (Bouddha-Pournima), 15 août (jour de l'Indépendance), 2 septembre (Doussehra), 5 septembre (Djanmachtami), 2 octobre (naissance de Mohandas Gandhi, dit le Mahâtma), 21 octobre (Diwâli), 24 octobre (Aïd el-Fitr, fin du ramadan), 26 novembre (naissance du gourou Nanak), 25 décembre (Noël), 31 décembre (Aïd el-Adha, fête du sacrifice).

### **2007**

1<sup>er</sup> janvier (jour de l'An), 20 janvier (Muharram, Nouvel An musulman), 16 février (Mahâcivaratri), 27 mars (Râm Navami), 31 mars (naissance du Prophète), 2 avril (naissance de Mahavir), 6 avril (Vendredi saint), 2 mai (Bouddha-Purnima), 15 août (jour de l'Indépendance), 4 septembre (Djanmachtami), 2 octobre (naissance de Mohandas Gandhi, dit le Mahâtma), 13 octobre (Aïd el-Fitr, fin du ramadan), 21 octobre (Doussehra), 9 novembre (Diwâli), 24 novembre (naissance du gourou Nanak), 20 décembre (Aïd el-Adha, fête du sacrifice), 25 décembre (Noël).

## **Chef de l'État**

Le président A.P.J. Abdul Kalam (assermenté le 26 juillet 2002).

## **Chef du gouvernement**

Le premier ministre Manmohan Singh (assermenté le 22 mai 2004).

## **Forme de gouvernement**

L'Inde est une république fédérale. Le président de la République exerce le pouvoir exécutif en suivant l'avis du conseil des ministres, qui est responsable devant le Parlement. Le vice-président de la République est d'office le président de la chambre haute de la législature et du Conseil des États (*Rajya Sabha*).

### **Structure législative**

Le Parlement, bicaméral, est constitué du Conseil des États (*Rajya Sabha*) et de la Chambre du peuple (*Lok Sabha*). Le Conseil des États comprend 250 députés; jusqu'à 12 d'entre eux sont désignés par le président et les autres sont choisis par les députés élus des assemblés des États et des territoires. La Chambre du peuple comprend 545 députés; deux d'entre eux sont désignés par le président et les autres sont élus par le peuple.

### **Divisions administratives**

L'Inde est composée de 28 États et de 7 territoires de l'Union.

Les États : Andhra Pradesh, Arunachal Pradesh, Assam, Bengale-Occidental, Bihar, Chhattisgarh, Goa, Goudjerat, Haryana, Himachal Pradesh, Jammu-et-Cachemire, Jharkhand, Karnataka, Kerala, Madhya Pradesh, Maharashtra, Manipur, Meghalaya, Mizoram, Nagaland, Orissa, Pendjab, Rajasthan, Sikkim, Tamil Nadu, Tripura, Uttaranchal et Uttar Pradesh.

Territoires de l'Union : îles Andaman-et-Nicobar, Chandigarh, Dadra-et-Nagar-Haveli, Daman-et-Diu, Delhi, îles Laquedives, Pondichéry.

### **Système judiciaire**

La Cour suprême de l'Inde est composée d'un juge en chef et de 25 juges désignés par le président de la République. Les hautes cours sont des cours d'appel dont relèvent les tribunaux inférieurs. Les tribunaux inférieurs ayant compétence en matière pénale sont appelés cours de session (*Courts of Session*) et cours de magistrat (*Courts of Magistrates*).

### **Élections**

L'Inde a un système de suffrage universel pour les personnes de 18 ans et plus. Le président est élu pour un mandat de cinq ans. Les députés du Conseil des États sont élus pour un mandat de six ans alors que ceux de la Chambre du peuple sont élus pour un mandat de cinq ans. Voici la répartition des sièges après les dernières élections parlementaires qui ont eu lieu le 10 mai 2004 : Congrès national indien (Indian National Congress — INC), 145; Parti du peuple indien (Bharatiya Janata party — BJP), 138; Parti communiste de l'Inde-marxiste (Communist Party of India—Marxist — CPI-M), 43; Parti socialiste (Samajwadi Party — SP), 36; Rashtriya Janata Dal (RJD), 24; Parti Bahujan Samaj (Bahujan Samaj Party — BSP), 19; Dravida Munnetra Kazhagam (DMK), 16; Shiv Sena (SS), 12; Biju Janata Dal (BJD), 11; Parti communiste de l'Inde (Communist Party of India — CPI), 10; Parti du Congrès national (National Congress Party — NCP), 9; Janata Dal United (JDU), 8; Parti religieux Akali (Shiromani Akali Dal — SAD), 8; Pattali Makkal Katchi (PMK), 6; Parti Télougou Désame (Telugu Desam Party — TDP), 5; Telangana Rashtra Samithi (TRS), 5; Front de libération du Jharkhand (Jharkhand Mukti Morcha — JMM), 5; Parti Loktantrik Jan Samata (Loktantrik Jan Samata Party —

LJSP), 4; Marumalarchi Dravida Munnetra Kazhagam (MDMK), 4; candidats indépendants, 5; et autres, 30.

## **Défense**

La constitution stipule que tout citoyen a le devoir d'effectuer le service national lorsqu'il est convoqué. Toutefois, le service militaire est considéré comme facultatif. L'âge d'admissibilité au service militaire est fixé à 16 ans.

En août 2005, les forces armées de l'Inde comptaient un effectif total de 1 325 000 personnes, réparties de la façon suivante : 1 100 000 personnes dans l'armée de terre, 55 000 personnes dans la marine et 170 000 personnes dans l'armée de l'air. Les forces paramilitaires actives comptent un total de 1 293 229 hommes, y compris les 208 422 employés de la force de sécurité frontalière (Border Security Force — BSF) qui mène l'essentiel de ses activités dans la zone de conflit du Jammu-et-Cachemire.

Le budget proposé pour la défense pour l'exercice 2005-2006 était évalué à 969 520 000 000 INR (24 839 102 400 CAD<sup>2</sup>).

## **Médias**

Le paragraphe 19(1) de la partie III de la constitution de 1949, modifiée en 2003, garantit la liberté d'expression.

Les principaux journaux de l'Inde, tous publiés en anglais, sont les suivants : *Deccan Herald*, *The Hindu*, *The Hindustan Times*, *The Pioneer*, *The Indian Express*, *The Statesman*, *The Times of India* et *The Asian Age*. Les deux principaux magazines d'actualités de l'Inde sont *India Today* et *Outlook*.

Les deux principales agences de presse en activité en Inde sont : Press Trust of India Ltd. (en anglais et en hindi) et United News of India (UNI) (en hindi et en ourdou).

La diffusion radiophonique et télévisée est contrôlée par le ministère de l'Information et de la Radiodiffusion (Ministry of Information and Broadcasting). La télévision est entièrement financée par le gouvernement et la radio est principalement financée par le gouvernement.

En 2001, il y avait environ 85 millions de postes de télévision en Inde. En 2004, il y avait 13 030 000 ordinateurs personnels. En 2005, il y avait environ 60 millions d'utilisateurs de l'Internet.

## **Indice du développement humain (IDH) des Nations Unies et rang du pays<sup>i</sup>**

Valeur : 0,611/1 (2004).

Rang : 126<sup>e</sup> sur 177 pays (2004).

---

<sup>i</sup> L'IDH est une mesure composite du développement humain dans un pays, fondée sur l'espérance de vie, les niveaux d'alphabétisation et d'instruction et le niveau de vie. Les catégories sont les suivantes : 0,800 et plus (développement humain élevé), 0,500-0,799 (développement humain moyen) et 0,500 et moins (développement humain faible). Les pays sont classés par ordre décroissant de leur IDH.

## **Indicateur des disparités entre les sexes dans le développement humain (IDSDH) des Nations Unies et rang du pays <sup>ii</sup>**

Valeur : 0,591/1 (2004).

Rang : 96<sup>e</sup> sur 177 pays.

## **Population sous le seuil de la pauvreté**

25 % (estimation de 2002).

## **Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International<sup>iii</sup>**

Note : 3,3/10.

Rang : 70<sup>e</sup> sur 163 pays sondés.

## **Baromètre mondial de la corruption (BMC) de Transparency International<sup>iv</sup>**

Partis politiques — 4,7; parlement et pouvoir législatif — 4,4; police — 4,7; système juridique et judiciaire — 4,3; administration fiscale — 3,8; secteur privé ou des affaires — 3,4; douanes — 4,1; services médicaux — 3,8; médias — 2,7; système d'éducation — 3,8; services d'utilité publique — 3,7; enregistrements et autorisations — 4,0; armée — 2,1; organisations non gouvernementales — 3,0; institutions religieuses — 2,9 (données de 2005).

[Information compilée à partir des sources suivantes : BBC 1<sup>er</sup> nov. 2006.; É.-U. 14 nov. 2006; *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2122-2180; Inde 2004; *ibid.* 1949, paragr. 19(1); Nations Unies 2006; *ibid.* janv. 2004; *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 504-520; *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 291-301; Transparency International 9 déc. 2005; *ibid.* 6 nov. 2006;]

## **2. CONTEXTE POLITIQUE**

En février 2005, le gouverneur a dissous le gouvernement du Goa, dirigé par le parti du peuple indien (Bharatiya Janata Party — BJP)<sup>3</sup>. Le BJP a par la suite menacé d'intenter des poursuites judiciaires en alléguant que ce geste du gouverneur était anticonstitutionnelle<sup>4</sup>. En raison de cette controverse, le Goa a été placé sous la tutelle du président<sup>5</sup>. En juin 2005, la tutelle du président sur le Goa a pris fin : des élections tenues au Goa ont donné au parti du Congrès (Indian National Congress — INC) la majorité des sièges à l'assemblée législative<sup>6</sup>.

---

<sup>ii</sup> L'IDSDH est une version modifiée de l'IDH. Il tient compte des inégalités entre les hommes et les femmes.

<sup>iii</sup> L'IPC de Transparency International est basé sur des données d'enquête composites provenant de 16 enquêtes par sondage et de 10 institutions indépendantes. Les données reflètent les opinions des gens d'affaires résidents et non résidents et des analystes du pays. Les notes varient de 0 (très corrompu) à 10 (très intègre). En fonction de leur note, les pays sont classés par ordre, du pays le moins corrompu (1) au pays le plus corrompu (159).

<sup>iv</sup> Le BMC de Transparency International est un sondage utilisé pour évaluer les opinions de la population sur la corruption dans leur propre État.

En mai 2005, le président a dissous l'assemblée législative du Bihar<sup>7</sup>. En juillet, la tutelle du président a été prolongé de six mois; aux élections tenues en octobre et en novembre, le BJP a obtenu une majorité de sièges<sup>8</sup>. En janvier 2006, le gouverneur du Bihar a démissionné après que la Cour suprême a condamné son appui à la dissolution de l'assemblée législative; il a été remplacé par le gouverneur du Bengale-Occidental, qui a dû ainsi cumuler les postes de gouverneur dans les deux États<sup>9</sup>.

Le ministre des Affaires étrangères (Minister of External Affairs), K. Natwar Singh, a été forcé de démissionner de son poste vers la fin de 2005 à la suite d'une enquête sur le programme des Nations Unies « Pétrole contre nourriture » en Iraq; cette enquête a indiqué qu'il participait à des tractations malhonnêtes<sup>10</sup>. M. Singh, qui avait accepté un poste de ministre sans portefeuille, a quitté son poste après que le BJP eu refusé de participer aux débats à moins que M. Singh ne soit destitué<sup>11</sup>. En décembre 2005, le Parlement a expulsé 11 législateurs, dont 6 membres du BJP, car des vidéos les montraient en train d'accepter des pots-de-vin destinés, semble-t-il, à les encourager à soulever certaines questions en chambre<sup>12</sup>.

En février 2005, le front uni de libération de l'Assam (United Liberation Front of Assam — ULFA), groupe maoïste activiste exigeant la sécession de l'État de l'Assam et connu pour recourir à la violence pour faire avancer sa cause, a manifesté son souhait de négocier pacifiquement avec le gouvernement<sup>13</sup>. En février 2006, des négociations pacifiques ont eu lieu entre l'ULFA et le gouvernement; ce dernier a accepté de mettre en œuvre [traduction] « des mesures de création d'un climat de confiance, y compris l'éventuelle libération de rebelles de l'ULFA emprisonnés »<sup>14</sup>.

Dans le même ordre d'idées, le conseil national socialiste du Nagaland—Issak Muivah (National Socialist Council of Nagaland—Issak Muivah — NSCN—IM), organisation rebelle demandant [traduction] « la création d'un "Nagaland plus grand" », a tenu des négociations avec le gouvernement de l'État à la fin de 2002 et au début de 2003<sup>15</sup>. En février 2003, des élections ont eu lieu dans l'État; des rebelles de deux ailes du NSCN auraient enlevé environ 300 militants politiques, en majorité des partisans du Congrès, afin de les empêcher de voter<sup>16</sup>. Les négociations se sont poursuivies entre février et juillet 2005<sup>17</sup>. En janvier 2006, le cessez-le-feu a été prolongé de six mois à la suite de négociations entre le NSCN-IM et des représentants du gouvernement<sup>18</sup>. Toutefois, le NSCN-IM a continué d'insister sur la création d'un [traduction] « Grand Nagaland », ce qui a fait en sorte que peu de progrès ont été accomplis au cours des négociations<sup>19</sup>.

Le mouvement de la guerre du peuple (People's War Group — PWG), faction du parti communiste de l'Inde (marxiste-léniniste) (Communist Party of India (Marxist-Leninist) — CPI (ML)), préconisait depuis 1980 une [traduction] « campagne de violences sporadiques » dans l'État de l'Andhra Pradesh et militait en faveur d'un État communiste comprenant les régions de l'Andhra Pradesh, du Maharashtra, de l'Orissa, du Bihar et du Chhattisgarh où vivaient les autochtones<sup>20</sup>. En juin 2004, le gouvernement de l'État et le PWG ont conclu une entente de cessez-le-feu<sup>21</sup>. En juillet 2004, l'interdiction pesant sur groupe a été levée et, en septembre, le PWG a fusionné avec le centre communiste maoïste (Maoist Communist Centre) pour créer le parti communiste de



l'Inde (maoïste) (Communist Party of India (Maoist))<sup>22</sup>. Les négociations ont commencé en octobre 2004, mais elles ont cessé en janvier 2005 : selon les rebelles, le fait que la police a tué certains de leurs membres signifiait que le gouvernement avait enfreint l'accord de cessez-le-feu<sup>23</sup>. Des violences ont suivi et le Parti communiste de l'Inde (maoïste) a de nouveau été frappé d'une interdiction en août 2005 à la suite de neuf meurtres commis par les rebelles<sup>24</sup>.

### 3. PARTIS POLITIQUES

**Congrès national indien (Indian National Congress — INC) :** L'INC a été créé en 1885<sup>25</sup>. En 1969, le parti s'est scindé en deux factions et le Congrès national indien–Organisation (Indian National Congress–Organization — INC–O) est devenu le premier parti à constituer l'opposition officielle de l'Inde<sup>26</sup>. En 1977, Indira Gandhi, chef du parti à l'époque, a perdu son siège aux élections et a ensuite créé un nouveau parti national de l'opposition appelé Congrès national indien–Indira (Indian National Congress–Indira — INC–I), ou Congrès (I) (Congress (I))<sup>27</sup>. En 1981, la commission électorale a déclaré que l'INC–I était le [traduction] « vrai » Congrès<sup>28</sup> et le nom de Congrès (I) est couramment utilisé depuis<sup>29</sup>. En décembre 1984, le Congrès (I) a obtenu 401 des 508 sièges de la chambre basse; toutefois, il n'a conservé que 193 sièges aux élections de novembre 1989, ce qui l'a relégué à jouer le rôle de parti d'opposition<sup>30</sup>. En 1991, le Congrès (I) a obtenu 223 sièges et a formé un gouvernement minoritaire<sup>31</sup>. En janvier 1998, avec ses 141 sièges, le Congrès (I) était le plus important parti de l'opposition, et en mars, Sonia Gandhi a été nommée chef du parti<sup>32</sup>. Aux élections de septembre-octobre 1999 de la Chambre du peuple, le parti a obtenu 114 sièges et Sonia Gandhi est demeurée chef de l'opposition<sup>33</sup>. L'INC a remporté 145 sièges dans la chambre basse aux élections de 2004<sup>34</sup>. Sonia Gandhi a toutefois renoncé au poste de premier ministre et y a plutôt nommé le sikh Manmohan Singh qui devient ainsi la première personne non hindouiste à accéder à cette fonction<sup>35</sup>.

**Parti du peuple indien (Bharatiya Janata Party — BJP) :** Le BJP est un parti hindouiste de droite<sup>36</sup> et nationaliste<sup>37</sup> dirigé par Atal Bihari (ou Behari) Vajpayee<sup>38</sup>. Il a été fondé en 1980 par des membres de la section Janata Sangh (JS) du parti Janata (Janata Party)<sup>39</sup>. Le BJP a obtenu 88 sièges aux élections de 1989 à la Chambre du peuple et 119 sièges aux élections de 1991<sup>40</sup>. Ce parti a formé un gouvernement minoritaire après les élections de 1996 où il a obtenu 161 sièges<sup>41</sup>. En 1998, le BJP est devenu le parti majoritaire, avec 181 sièges, et en 1999, il a obtenu 182 sièges<sup>42</sup>. En mai 2001, le parti progressiste du Congrès de l'État de Manipur (Progressive Manipur State Congress Party — PMSCP) a fusionné avec le BJP<sup>43</sup>. Le BJP a formé une coalition avec le Parti Bahujan Samaj (Bahujan Samaj Party — BSP) en mai 2002; toutefois, ce partenariat a pris fin en août 2003<sup>44</sup>. Le parti a obtenu 22 % des suffrages exprimés aux élections de la Chambre du peuple en 2004; par contre, en juillet 2005, le BJP dirigeait les gouvernements des États suivants : Chhattisgarh, Goa, Gujerat, Jharkhand, Madhya Pradesh et Rajasthan<sup>45</sup>.

**Parti communiste de l'Inde–marxiste (Communist Party of India–Marxist — CPI-M) :** Le CPI-M a été fondé en 1964 par des membres du Parti communiste de l'Inde

(Communist Party of India — CPI) qui souhaitaient une ligne de parti davantage d'extrême gauche<sup>46</sup>. Le CPI-M est dirigé par Harkishan Singh Surjit<sup>47</sup>. En 1969, certains membres pro-chinois ont quitté le parti et ont créé le Parti communiste de l'Inde-marxiste-léniniste (Communist Party of India-Marxist-Leninist — CPI-ML)<sup>48</sup>. Aux élections de la Chambre du peuple en 1998, le CPI-M a conservé les 32 sièges qu'il avait obtenus aux élections de 1996; et, en 1999, il a obtenu 33 sièges<sup>49</sup>. Aux élections générales de 2004, son nombre de sièges est grimpé à 43<sup>50</sup>. Le CPI-M détient une majorité de sièges dans les États du Tripura et du Bengale-Occidental<sup>51</sup>.

**Parti socialiste (Samajwadi Party — SP) :** Le SP a été créé en 1992 et est dirigé par Mulayam Singh Yadav<sup>52</sup>. En 1993, le parti a formé une alliance avec le parti Bahujan Samaj (Bahujan Samaj Party — BSP) mais cette alliance a éclaté en juin 1995<sup>53</sup>. Le SP a obtenu 20 sièges en 1998, 26 en 1999 et 36 en 2004 — dont 35 dans l'Uttar Pradesh<sup>54</sup>.

**Parti national du peuple (Rashtriya Janata Dal — RJD) :** Le RJD a été créé en 1997 au Bihar<sup>55</sup> à titre de faction dissidente du parti du peuple (Janata Dal — JD)<sup>56</sup>. En mars 1998, le RJD a obtenu 17 sièges au Bihar<sup>57</sup>. Lors des élections de 1999, ce parti n'a obtenu que 7 sièges à la Chambre du peuple; toutefois, en février 2000, il a obtenu une majorité relative de sièges à l'assemblée législative<sup>58</sup>. Le RJD a obtenu 21 sièges en 2004; toutefois, en février 2005, il n'était plus au pouvoir au Bihar<sup>59</sup>.

**Parti Bahujan Samaj (Bahujan Samaj Party — BSP) :** Selon *Political Parties of the World*, le BSP [traduction] « représente les membres de la caste indienne inférieure des dalits (anciennement les harijans ou "intouchables") » et est dirigé par Kanshi Ram et Kumari Mayawati<sup>60</sup>. Le BSP a obtenu 11 sièges en 1996, 5 sièges en 1998 et 14 sièges en 1999<sup>61</sup>. Le BSP a formé une coalition avec le BJP en mai 2002; toutefois, ce partenariat a éclaté en août 2003 en raison d'allégations selon lesquelles la ministre en chef Kumari Mayawati était corrompue<sup>62</sup>. Aux élections générales de 2004, le BSP a obtenu 19 sièges à la Chambre du peuple et 5 sièges au Conseil des États<sup>63</sup>.

**Davida Munnetra Kazhagam (DMK) :** Le DMK, fondé en 1949, est [traduction] « un parti régional anti-brahmanes créé pour faire valoir les intérêts des Tamouls et favoriser une plus grande autonomie des États »<sup>64</sup>. Le DMK est également contre l'idée de conserver l'hindi comme langue officielle<sup>65</sup>. Ce parti est dirigé par Muthuvel Karunanidhi<sup>66</sup>. Le DMK a été au pouvoir dans l'État du Tamil Nadu entre 1989 et 1991<sup>67</sup>. En 1996, le DMK a obtenu 17 sièges à la Chambre du peuple<sup>68</sup>. Le parti a obtenu 6 sièges aux élections de 1998 et 12 sièges en 1999 après s'être joint à plusieurs autres partis du Tamil Nadu<sup>69</sup>. En janvier 2004, le DMK a appuyé le Congrès et a obtenu 16 sièges à la Chambre du peuple<sup>70</sup>.

**Shiv Sena (SS) :** La SS a été créée en 1967<sup>71</sup> et est dirigée par Balashaheb (Bal) Thackeray<sup>72</sup>. Shiv Sena, signifiant [traduction] « Armée de Shivaji »<sup>73</sup>, est un parti communal hindouiste de droite ayant une certaine affiliation avec le BJP<sup>74</sup>. En 1993, le chef du parti, Bal Thackeray, a fait l'objet d'une enquête pour [traduction] « incitation à la violence entre les communautés hindouistes et musulmanes »; toutefois, aucune inculpation n'a été portée. En 2000, le nouveau gouvernement a tenté de poursuivre

Balashaheb Thackeray en justice pour ces infractions, mais il a échoué en raison des lois sur la prescription<sup>75</sup>. Ce parti a obtenu 6 sièges en 1998 et 15 sièges en 1999<sup>76</sup>. Aux élections de 2004, la SS a obtenu 12 sièges à la Chambre du peuple et 5 sièges au Conseil des États<sup>77</sup>.

**Biju Janata Dal (BJD) :** Le BJD a été créé en décembre 1997 et il est dirigé par Naveen Patnaik<sup>78</sup>. Le BJD est la principale section du JD dans l'État de l'Orissa<sup>79</sup>. Le parti a obtenu 9 sièges à la Chambre du peuple en 1998 et 10 sièges en 1999<sup>80</sup>. Après les élections de 2004, le BJD a obtenu 11 sièges à la Chambre du peuple, 3 sièges au Conseil des États et 61 des 147 sièges de l'assemblée de l'État de l'Orissa<sup>81</sup>. Le BJD est le principal parti dans l'État de l'Orissa<sup>82</sup>.

**Parti communiste de l'Inde (Communist Party of India — CPI) :** Le CPI a été créé en 1925<sup>83</sup>. Il est dirigé par Ardhendu Bhushan Bardhan<sup>84</sup>. Le parti a obtenu 13 sièges en 1991 et 12 sièges en mai 1996 à la Chambre du peuple<sup>85</sup>. Aux élections générales de 1998 et de 1999, le parti a obtenu 9 et 4 sièges, respectivement<sup>86</sup>. Aux élections de 2004, le CPI a obtenu 10 sièges à la Chambre du peuple et 2 sièges au Conseil des États<sup>87</sup>. Le parti a ensuite annoncé qu'il ne se joindrait pas à la coalition Congrès (I), mais qu'il appuierait quand même le gouvernement<sup>88</sup>.

**Parti du Congrès national (National Congress Party — NCP) :** Le NCP a été créé en 1999 à la suite d'une scission de l'INC - Congrès (I); il est dirigé par Sharad Pawar<sup>89</sup>. Le NCP a formé une coalition avec le Congrès (I) dans l'État du Maharashtra pour mettre fin au règne de la SS et du BJP<sup>90</sup>. En janvier 2004, le parti s'est divisé en deux factions; une de ces factions, dirigée par Sharad Pawar, a formé une alliance avec le Congrès (I) pour les élections générales de 2004<sup>91</sup>. À ces élections, le NCP a obtenu 9 sièges à la Chambre du peuple et 2 sièges au Conseil des États<sup>92</sup>.

**Parti du peuple uni (Janata Dal United — JDU) :** Le JDU est né en 1988 de la fusion des groupes Janata (populaire), Jan Morcha (front populaire) et le Lok Dal (parti populaire)<sup>93</sup>. Il est dirigé par George Fernandes<sup>94</sup>. L'objectif du parti était d'éliminer le chômage, la pauvreté et les grands écarts de richesse et de lutter pour les droits des minorités<sup>95</sup>.

**Parti religieux Akali (Shiromani Akali Dal — SAD) :** Le SAD est dirigé par Prakash Singh Badal et [traduction] « est la principale organisation politique de la communauté sikhe de l'Inde, qui est concentrée au Pendjab »<sup>96</sup>. En 1996, le parti a obtenu 8 sièges à la Chambre du peuple et il a obtenu le même nombre de sièges aux élections de 1998<sup>97</sup>. Aux élections d'octobre 1999, la représentation du parti a été réduite à 2 sièges<sup>98</sup>. Aux élections de 2004, le SAD a obtenu 2 sièges au Conseil des États et 8 sièges à la Chambre du peuple<sup>99</sup>.

**Pattali Makkal Katchi (PMK) :** Le PMK a été créé en 1997 et il est dirigé par S. Ramdoss<sup>100</sup> (ou S. Ramadoss<sup>101</sup>). Le parti représente les intérêts de la caste des Vanniyars qui habitent surtout le nord de l'État du Tamil Nadu<sup>102</sup>. Le PMK a obtenu

3 sièges à la Chambre du peuple aux élections de 1998 et 5 sièges aux élections de 1999<sup>103</sup>. Après les élections de 2004, le parti détenait 6 sièges à la Chambre du peuple<sup>104</sup>.

**Parti Telugu Desam (Telugu Desam Party — TDP) :** Créé en 1982 par Nadmuri Tarak (N.T.) et Rama Rao, le TDP mène ses activités dans l'Andhra Pradesh<sup>105</sup>. Il est dirigé par N. Chandrababu Naidu<sup>106</sup>. À partir de 1983, le TDP était au pouvoir dans l'Andhra Pradesh; il a été défait en 1989, mais a repris le pouvoir en 1994<sup>107</sup>. En 1995, le TDP s'est scindé en deux factions, l'une dirigée par Rama Rao et l'autre par N. Chandrababu Naidu<sup>108</sup>. En janvier 1996, après le décès de Rama Rao, son épouse, Lakshmi Parvati, a pris la direction de sa faction<sup>109</sup>. En 1996, la faction Naidu a obtenu 16 sièges à la Chambre du peuple alors que la faction Parvati n'a obtenu aucun siège<sup>110</sup>. Aux élections générales de 1998, Naidu dirigeait le parti et ce dernier a obtenu 12 sièges<sup>111</sup>. En 1999, le parti a obtenu 29 sièges<sup>112</sup>. Aux élections de 2004, le TDP a obtenu 5 sièges à la Chambre du peuple, 8 sièges au Conseil des États et 45 des 294 sièges à l'assemblée législative de l'Andhra Pradesh<sup>113</sup>.

**Telangana Rashtra Samithi (TRS) :** Le TRS a été créé en avril 2001 par d'anciens membres du TDP et il est dirigé par K. Chandrashekar Rao<sup>114</sup>. En 2003, le parti a commencé à préconiser la création d'un État distinct dans la région de Telangana située dans le sud de l'Andhra Pradesh<sup>115</sup>. Aux élections de 2004, le TRS a obtenu 5 sièges à la Chambre du peuple; en outre, aux élections de l'État qui ont eu lieu en même temps que les élections nationales, il a obtenu 26 sièges à l'assemblée législative de l'Andhra Pradesh<sup>116</sup>. Après les élections, le TRS s'est joint à l'alliance progressiste unie (United Progressive Alliance — UPA)<sup>117</sup>.

**Front de libération du Jharkhand (Jharkhand Mukti Morcha — JMM) :** Le JMM, créé en 1980 [traduction] « pour représenter les peuples autochtones du Bihar et de l'Orissa », est dirigé par Shibu Soren<sup>118</sup>. Le JMM a obtenu six sièges en 1991 et deux sièges en 1996, mais il n'a obtenu aucun siège en 1998 et en 1999<sup>119</sup>. En 2000, le JMM a participé à la création d'un nouvel État régional du Jharkhand constitué de parties du Bihar et de l'Orissa<sup>120</sup>. Aux élections de 2004, le parti a obtenu 5 sièges à la Chambre du peuple, mais il n'a obtenu aucun siège au Conseil des États<sup>121</sup>. Shibu Soren, qui agissait à titre de ministre du Charbon et des Mines (minister of Coal and Mines), a dû démissionner à la fin de juillet 2004 parce qu'un mandat d'arrestation a été lancé contre lui : on l'accusait d'avoir participé à une émeute survenue en 1975 et au cours de laquelle 10 personnes ont perdu la vie<sup>122</sup>. En novembre 2004, il est retourné au cabinet, mais il a de nouveau démissionné en mars 2005 après avoir échoué dans sa tentative de devenir le ministre en chef du Jharkhand<sup>123</sup>.

**All-India Anna Dravida Munnetra Kazhagam (AIADMK) :** L'AIADMK, parti tamoul, a vu le jour en 1972 à la suite d'une scission au sein du DMK; il est actuellement dirigé par Jayalalitha Jayaram<sup>124</sup>. Il a été au pouvoir au Tamil Nadu de 1977 à 1989 et de 1991 à 1996<sup>125</sup>. Après s'être joint à une coalition menée par le parti du Congrès (I), l'AIADMK a remporté 11 sièges à la Chambre du peuple en 1991<sup>126</sup>. Par la suite, il a remporté 4 sièges en 1996, 18 en 1998 et 10 en 1999<sup>127</sup>. En 2000, Jayalalitha, jugée coupable de corruption, a été condamnée à une peine d'emprisonnement et interdite de

participation aux élections du Tamil Nadu en 2001<sup>128</sup>. Par la suite, elle a été acquittée par une cour d'appel en 2003<sup>129</sup>. En 2004, l'AIADMK, qui s'était allié au BJP, n'a pu conservé aucun siège à la Chambre du peuple<sup>130</sup>.

**Marumalarchi Dravida Munnetra Kazhagam (MDMK) :** Le MDMK est une faction dissidente du DMK; dirigé par Vaiko<sup>131</sup>, le MDMK est un parti tamoul fortement nationaliste<sup>132</sup>. Le MDMK est [traduction] « parfois accusé d'être trop près des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (Liberation Tigers of Tamil Eelam — LTTE), organisation séparatiste du Sri Lanka »<sup>133</sup>. En 1998, le parti a formé une alliance avec l'AIADMK et il a obtenu trois sièges à la Chambre du peuple<sup>134</sup>. En 1999, le parti a rompu ses liens avec l'AIADMK pour rejoindre les rangs de la DMK et il a obtenu quatre sièges<sup>135</sup>. Cette deuxième alliance a été rompue en 2001<sup>136</sup>. Le MDMK a obtenu 4 sièges aux élections de 2004<sup>137</sup>. En avril 2006, le MDMK a de nouveau formé une alliance avec l'AIADMK<sup>138</sup>.

### **Autres partis politiques**

Shiromani Akali Dal (Mann) (SAD(M))<sup>139</sup>, Congrès Akhil Bharatiya Loktantrik (Akhil Bharatiya Loktantrik Congress — ABLC)<sup>140</sup>, All-India Forward Bloc (AIFB)<sup>141</sup>, All-India Majlis-e-Ittehadul Muslimeen (AIMIM)<sup>142</sup>, All-India Trinamool Congress (AITC)<sup>143</sup>, All Parties Hurriyet Conference (PHC)<sup>144</sup>, Arunachal Congress — AC<sup>145</sup>, Asom Gana Parishad (AGP)<sup>146</sup>, Autonomous State Demand Committee (ASDC)<sup>147</sup>, Bharatiya Navshakti Party — BNP<sup>148</sup>, Parti communiste de l'Inde (marxiste-léniniste) libération (Communist Party of India (Marxist-Leninist) Liberation — CPI-ML)<sup>149</sup>, Haryana Vikas Party — HVP<sup>150</sup>, Hill State People's Democratic Party (HSPDP)<sup>151</sup>, Himachal Vikas Congress<sup>152</sup>, Indian Federal Democratic Party (IFDP)<sup>153</sup>, Indian National Lok Dal<sup>154</sup>, Union indienne de la ligue musulmane (Indian Union Muslim League — IUML)<sup>155</sup>, Conférence nationale du Jammu-et-Cachemire (Jammu and Kashmir National Conference — JKNC)<sup>156</sup>, Parti démocratique du peuple du Jammu-et-Cachemire (Jammu and Kashmir People's Democratic Party — JKDP)<sup>157</sup>, Janata Dal-Secular (JD-S)<sup>158</sup>, Janata Party (JP)<sup>159</sup>, Parti du Congrès du Karnataka (Karnataka Congress Party — KCP)<sup>160</sup>, Congrès du Kerala (Kerala Congress — KC)<sup>161</sup>, Congrès du Kerala-M (Kerala Congress-M)<sup>162</sup>, Lok Janshakti Party (LJP)<sup>163</sup>, Lok Shakti<sup>164</sup>, Congrès Madhya Pradesh Vikas (Madhya Pradesh Vikas Congress — MPVC)<sup>165</sup>, Maharashtrawadi Gomantak Party (MGP)<sup>166</sup>, Parti du peuple de Manipur (Manipur People's Party — MPP)<sup>167</sup>, Parti du Congrès de l'État de Manipur (Manipur State Congress Party — MACP)<sup>168</sup>, Front national Mizo (Mizo National Front — MNF)<sup>169</sup>, Front du peuple du Nagaland (Nagaland People's Front — NPF)<sup>170</sup>, Conférence nationale (National Conference — NC)<sup>171</sup>, Alliance démocratique nationale (National Democratic Alliance — NDA)<sup>172</sup>, Parti national Loktantrik (National Loktantrik Party — NLP)<sup>173</sup>, Congrès nationaliste Trinamul (Nationalist Trinamul Congress — NTC)<sup>174</sup>, Parti indien des paysans et des travailleurs (Peasants' and Workers' Party of India — PWPI)<sup>175</sup>, Rashtriya Lok Dal (RLD)<sup>176</sup>, Parti républicain de l'Inde (Republican Party of India — RPI)<sup>177</sup>, Parti socialiste révolutionnaire (Revolutionary Socialist Party — RSP)<sup>178</sup>, Samajwadi Janata Party-Rashtriya (SJP-R)<sup>179</sup>, Parti Samata (Samata Party)<sup>180</sup>, Sikkim Sangram Parishad (SSP)<sup>181</sup>, Front démocratique du Sikkim (Sikkim Democratic Front — SDF)<sup>182</sup>, Sikkim Sangram Parishad (SSP)<sup>183</sup>, Tamil Maanila Congress (TMC)<sup>184</sup>, Parti

communiste uni de l'Inde (United Communist Party of India — UCPI)<sup>185</sup>, Front unifié (United Front — UF)<sup>186</sup>, Alliance progressiste unie (United Progressive Alliance — UPA)<sup>187</sup>.

#### 4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

**Hizbul-Moudjahidine (Hizb-ul Mujahideen — HM) :** Le HM [traduction] « est la plus importante des organisations activistes musulmanes demandant la séparation du Jammu-et-Cachemire de l'Inde et la création d'un régime intégriste »<sup>188</sup>. Fondé en 1990, le HM est dirigé par Syed Salahuddin et se proclame une [traduction] « organisation exclusivement cachemirienne »<sup>189</sup>.

**Front uni de libération de l'Assam (United Liberation Front of Assam — ULFA) :** Fondé en 1979, l'ULFA est dirigé par Paresh Barua<sup>190</sup>. L'ULFA, qui mène ses activités dans la région du Nord-Est, constitue l'organisation séparatiste la plus importante et la plus organisée de la région<sup>191</sup>. Dans les années 1990, l'ULFA a commencé à gérer des camps au Bhoutan; toutefois, en 2003 et en 2004, l'Armée royale bhoutanaise (Royal Bhutanese Army) dans le cadre d'une campagne visant à éliminer la présence de l'ULFA au Bhoutan, a détruit les camps de l'ULFA au Bhoutan et a capturé plusieurs de ses dirigeants<sup>192</sup>. Par conséquent, l'organisation s'est dispersée dans les États du Nagaland, du Meghalaya et de l'Arunachal Pradesh<sup>193</sup>. Pour obtenir de l'information sur la situation actuelle de l'ULFA, veuillez consulter la section 2.

#### 5. PERSPECTIVES D'AVENIR

La loi de 2005 sur la protection des femmes contre la violence conjugale (*The Protection of Women from Domestic Violence Act 2005*) est entrée en vigueur en Inde le 26 octobre 2006<sup>194</sup>. Cette loi criminalise la violence conjugale, y compris le viol conjugal, prévoit des peines d'emprisonnement d'un an et une amende de 20 000 INR (environ 498 CAD<sup>195</sup>) et permet aux tribunaux de placer les femmes en lieu sûr<sup>196</sup> et de délivrer des ordonnances de [traduction] « cessation des violences »<sup>197</sup>.

---

<sup>1</sup> Canada 20 nov. 2006.

<sup>2</sup> *Ibid.* 21 nov. 2006.

<sup>3</sup> *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2128.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> *Ibid.*, 2128-2129.

<sup>6</sup> *Ibid.*, 2129.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> *Ibid.*

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> *Ibid.*, 2130.

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> *Ibid.*

- 18 *Ibid.*
- 19 *Ibid.*
- 20 *Ibid.*, 2131.
- 21 *Ibid.*
- 22 *Ibid.*
- 23 *Ibid.*
- 24 *Ibid.*
- 25 *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 511; *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 295.
- 26 *Ibid.*; *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 511.
- 27 *Ibid.*
- 28 *Ibid.*
- 29 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 295.
- 30 *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 511.
- 31 *Ibid.*
- 32 *Ibid.*
- 33 *Ibid.*
- 34 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 295.
- 35 *Ibid.*, 296.
- 36 *The Europa World Year Book 2006* 10 juin 2006, 2150.
- 37 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 293.
- 38 *Ibid.*; *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 513.
- 39 *Ibid.*
- 40 *Ibid.*
- 41 *Ibid.*
- 42 *Ibid.*
- 43 *Ibid.*
- 44 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 293.
- 45 *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 513.
- 46 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 294.
- 47 *Ibid.*
- 48 *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 515.
- 49 *Ibid.*
- 50 *Ibid.*
- 51 *Ibid.*
- 52 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 297; *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 515.
- 53 *Ibid.*
- 54 *Ibid.*
- 55 *Ibid.*, 512.
- 56 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 297.
- 57 *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 512.
- 58 *Ibid.*
- 59 *Ibid.*
- 60 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 293.
- 61 *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 515.
- 62 *Ibid.*, 516.
- 63 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 293.
- 64 *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 512.
- 65 *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 294.
- 66 *Ibid.*
- 67 *Ibid.*
- 68 *Ibid.*
- 69 *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 512.
- 70 *Ibid.*

- <sup>71</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 298.
- <sup>72</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 513.
- <sup>73</sup> *Ibid.*
- <sup>74</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 298.
- <sup>75</sup> *Ibid.*
- <sup>76</sup> *Ibid.*
- <sup>77</sup> *Ibid.*
- <sup>78</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 513.
- <sup>79</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 294.
- <sup>80</sup> *Ibid.*
- <sup>81</sup> *Ibid.*
- <sup>82</sup> *Ibid.*
- <sup>83</sup> *Ibid.*
- <sup>84</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 515.
- <sup>85</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 294.
- <sup>86</sup> *Ibid.*
- <sup>87</sup> *Ibid.*
- <sup>88</sup> *Ibid.*
- <sup>89</sup> *Ibid.*, 296.
- <sup>90</sup> *Ibid.*, 297.
- <sup>91</sup> *Ibid.*
- <sup>92</sup> *Ibid.*
- <sup>93</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 514.
- <sup>94</sup> *Ibid.*
- <sup>95</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 296.
- <sup>96</sup> *Ibid.*, 298.
- <sup>97</sup> *Ibid.*
- <sup>98</sup> *Ibid.*
- <sup>99</sup> *Ibid.*
- <sup>100</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 512.
- <sup>101</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 297.
- <sup>102</sup> *Ibid.*
- <sup>103</sup> *Ibid.*
- <sup>104</sup> *Ibid.*
- <sup>105</sup> *Ibid.*, 298.
- <sup>106</sup> *Ibid.*
- <sup>107</sup> *Ibid.*
- <sup>108</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 298.
- <sup>109</sup> *Ibid.*
- <sup>110</sup> *Ibid.*
- <sup>111</sup> *Ibid.*
- <sup>112</sup> *Ibid.*
- <sup>113</sup> *Ibid.*
- <sup>114</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 512.
- <sup>115</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 301.
- <sup>116</sup> *Ibid.*
- <sup>117</sup> *Ibid.*
- <sup>118</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 512.
- <sup>119</sup> *Ibid.*
- <sup>120</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 300.
- <sup>121</sup> *Ibid.*
- <sup>122</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 512.
- <sup>123</sup> *Ibid.*
- <sup>124</sup> *Ibid.*, 515
- <sup>125</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 292.



- <sup>126</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 515.
- <sup>127</sup> *Ibid.*
- <sup>128</sup> *Ibid.*
- <sup>129</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 293.
- <sup>130</sup> *Ibid.*
- <sup>131</sup> *Ibid.*, 296.
- <sup>132</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 512.
- <sup>133</sup> *Ibid.*
- <sup>134</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 296.
- <sup>135</sup> *Ibid.*
- <sup>136</sup> *Ibid.*
- <sup>137</sup> *Ibid.*
- <sup>138</sup> *The Telegraph* 18 avr. 2006; Rediff.com 6 mars 2006; *ibid.* 4 mars 2006.
- <sup>139</sup> *Ibid.*, 516.
- <sup>140</sup> *Ibid.*
- <sup>141</sup> *Ibid.*, 299.
- <sup>142</sup> *Ibid.*
- <sup>143</sup> *Ibid.*, 293.
- <sup>144</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 517.
- <sup>145</sup> *Ibid.*, 516.
- <sup>146</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 299.
- <sup>147</sup> *Ibid.*
- <sup>148</sup> *Ibid.*
- <sup>149</sup> *Ibid.*
- <sup>150</sup> *Ibid.*
- <sup>151</sup> *Ibid.*
- <sup>152</sup> *Ibid.*
- <sup>153</sup> *Ibid.*
- <sup>154</sup> *Ibid.*
- <sup>155</sup> *Ibid.*
- <sup>156</sup> *Ibid.*
- <sup>157</sup> *Ibid.*, 300.
- <sup>158</sup> *Ibid.*
- <sup>159</sup> *Ibid.*
- <sup>160</sup> *Ibid.*
- <sup>161</sup> *Ibid.*
- <sup>162</sup> *Ibid.*
- <sup>163</sup> *Ibid.*
- <sup>164</sup> *Ibid.*
- <sup>165</sup> *Ibid.*
- <sup>166</sup> *Ibid.*
- <sup>167</sup> *Ibid.*
- <sup>168</sup> *Ibid.*
- <sup>169</sup> *Ibid.*
- <sup>170</sup> *Ibid.*
- <sup>171</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 516.
- <sup>172</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 296.
- <sup>173</sup> *Ibid.*, 301.
- <sup>174</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 515.
- <sup>175</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 301.
- <sup>176</sup> *Ibid.*
- <sup>177</sup> *Ibid.*
- <sup>178</sup> *Ibid.*, 297.
- <sup>179</sup> *Ibid.*, 301.
- <sup>180</sup> *Ibid.*, 297.

- <sup>181</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 517.
- <sup>182</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 301.
- <sup>183</sup> *Ibid.*
- <sup>184</sup> *Ibid.*
- <sup>185</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 517.
- <sup>186</sup> *Political Parties of the World* 24 janv. 2005, 298.
- <sup>187</sup> *Ibid.*
- <sup>188</sup> *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2006, 518.
- <sup>189</sup> *Ibid.*
- <sup>190</sup> *Ibid.*
- <sup>191</sup> *Ibid.*
- <sup>192</sup> *Ibid.*
- <sup>193</sup> *Ibid.*
- <sup>194</sup> *The Daily Telegraph* 27 oct. 2006.
- <sup>195</sup> *Canada* 26 oct. 2006.
- <sup>196</sup> *The Daily Telegraph* 27 oct. 2006.
- <sup>197</sup> *The Indian Express* 31 oct. 2006.

## RÉFÉRENCES

- British Broadcasting Corporation (BBC). 1<sup>er</sup> novembre 2006. « Country Profile: India ». <[http://newsvote.bbc.co.uk/mpapps/pagetools/print/news.bbc.co.uk/2/hi/south\\_asia/country\\_profiles/1154019.stm](http://newsvote.bbc.co.uk/mpapps/pagetools/print/news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/country_profiles/1154019.stm)> [Date de consultation : 21 nov. 2006]
- Canada. 21 novembre 2006. Banque du Canada. « Daily Currency Converter ». <<http://www.bankofcanada.ca/en/rates/converter.html?style=print>> [Date de consultation : 21 nov. 2006]
- \_\_\_\_\_. 20 novembre 2006. Banque du Canada. « Daily Currency Converter ». <<http://www.bankofcanada.ca/en/rates/converter.html?style=print>> [Date de consultation : 20 nov. 2006]
- \_\_\_\_\_. 26 octobre 2006. Banque du Canada. « Daily Currency Converter ». <<http://www.bankofcanada.ca/en/rates/converter.html?style=print>> [Date de consultation : 27 nov. 2006]
- The Daily Telegraph* [Londres]. 27 octobre 2006. Peter Foster. « India Outlaws Wife-beating and Marital Rape ». <<http://www.telegraph.co.uk/news/main.jhtml?xml=/news/2006/10/27/windia27.xml>> [Date de consultation : 27 nov. 2006]
- États-Unis (É.-U.). 14 novembre 2006. Central Intelligence Agency (CIA). « India ». *The World Factbook*. <<https://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/in.html>> [Date de consultation : 20 nov. 2006]
- The Europa World Year Book 2006*. 10 juin 2006. Vol. II. « India ». Londres : Routledge.
- Inde. 2004. Election Commission of India. *Statistical Report on General Elections, 2004 to the 14th Lok Sabha*. Vol. 1. <[http://www.eci.gov.in/StatisticalReports/LS\\_2004/Vol\\_I\\_LS\\_2004.pdf](http://www.eci.gov.in/StatisticalReports/LS_2004/Vol_I_LS_2004.pdf)> [Date de consultation : 15 mai 2007]
- \_\_\_\_\_. 1949 (dernière modification en 2003). Constitution of India. <<http://lawmin.nic.in/coi/contents.htm>> [Date de consultation : 26 mars 2007]
- The Indian Express* [New Delhi]. 31 octobre 2006. Brototi Dutta. « Homing in on the Fear Factor ». <<http://www.indianexpress.com/printerFriendly/15684.html>> [Date de consultation : 27 nov. 2006]
- Nations Unies. 2006. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). *Human Development Report 2006*. <[http://hdr.undp.org/hdr2006/pdfs/report/HDR\\_2006\\_Tables.pdf](http://hdr.undp.org/hdr2006/pdfs/report/HDR_2006_Tables.pdf)> [Date de consultation : 21 nov. 2006]
- \_\_\_\_\_. Janvier 2004. Département des opérations de maintien de la paix, Section de la cartographie. « South Asia ». <<http://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/seasia.pdf>> [Date de consultation : 26 mars 2007]

- Political Handbook of the World: 2005-2006*. 2006. « India ». Sous la direction d'Arthur Banks, de Thomas Muller et de William Overstreet. Washington : CQ Press.
- Political Parties of the World*. 24 janvier 2005. 6<sup>th</sup> ed. Sous la direction de Bogdan Szajkowski. Londres : John Harper Publishing.
- Rediff.com. 6 mars 2006. Shobha Warriar. « Vaiko's New Friends ». <<http://in.rediff.com/news/2006/mar/06spec.htm>> [Date de consultation : 15 mai 2007]
- \_\_\_\_\_. 4 mars 2006. « Vaiko Ditches DMK, Takes 35 Seats from Jaya ». <<http://inhome.rediff.com/cms/print.jsp?docpath=//news/2006/mar/04tn.htm>> [Date de consultation : 15 mai 2007]
- The Telegraph* [Kolkata]. 18 avril 2006. « Vaiko at Full Blast, This Time for Jaya ». <[http://www.telegraphindia.com/1060418/asp/nation/story\\_6112501.asp#](http://www.telegraphindia.com/1060418/asp/nation/story_6112501.asp#)> [Date de consultation : 15 mai 2007]
- Transparency International (TI). 6 novembre 2006. *Corruption Perceptions Index 2006*. <[http://www.transparency.org/news\\_room/in\\_focus/cpi\\_2006/cpi\\_table](http://www.transparency.org/news_room/in_focus/cpi_2006/cpi_table)> [Date de consultation : 21 nov. 2006]
- \_\_\_\_\_. 9 décembre 2005. *Report on the Transparency International Global Corruption Barometer 2005*. <[http://www.transparency.org/policy\\_research/surveys\\_indices/gcb](http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb)> [Date de consultation : 21 nov. 2006]